

Journée mondiale des réfugiés

Nancy, 19 juin 2021

*L'humanité de demain se construit avec
l'accueil d'aujourd'hui.*



La Meurthe-et-Moselle et la Lorraine ont toujours accueilli des migrants venant de tous les pays du monde. Quand ils fuyaient leur pays, victimes de persécutions ou quand la France avait besoin de main-d'œuvre et facilitait leur venue. Réfugié.e.s, migrant.e.s économiques ? Quelle différence ? Une personne est une personne !

En cette période électorale, à la veille des élections locales et déjà en pré-campagne présidentielle de 2022, il est primordial pour nous de réaffirmer notre volonté de faire à nouveau de notre pays une terre d'accueil et de lutter contre le rejet des étrangers.

La surenchère sécuritaire amène certain.e.s candidat.e.s à faire ou laisser croire que les personnes qui arrivent en France viennent y chercher nos avantages sociaux, seraient des terroristes potentiel.le.s et ne chercheraient pas à s'intégrer.

La politique migratoire de notre pays et de l'Europe ne fait que se durcir. La protection des frontières multiplie les obstacles et accroît la prise de risque des migrants pour les franchir, causant chaque année plus de drames.

Les textes de loi successifs compliquent de plus en plus les possibilités d'obtenir un titre de séjour ou d'obtenir l'asile. Les sans-papiers privés de ressources sont contraints au travail au noir et à vivre dans des conditions indignes. Les associations les accompagnent. Les Préfectures restent sourdes à leurs appels.

Nous ne pouvons pas accepter qu'une telle situation perdure et encore moins qu'elle s'aggrave.

*« Les demandeurs d'asile sont trop bien accueillis en France, cela crée un appel d'air. »,
« Il vaudrait mieux aider les étrangers à rester chez eux. », « Les immigrés ne veulent pas s'intégrer. », « Il faut fermer les frontières pour se protéger des terroristes. »...*

Toutes ces idées reçues*, en nourrissant la peur et le rejet, servent à justifier des politiques migratoires de plus en plus répressives. Coûteuses, facteurs de division, inhumaines et mortifères, ces politiques ne profitent à personne.

Au contraire, l'accueil est une occasion à saisir pour construire un monde plus juste et plus solidaire pour toutes et tous, prêt à surmonter les défis sociaux et environnementaux à venir.

Extraites du livret publié par les États Généraux des Migrations « En finir avec les idées fausses sur les migrations », texte de Sophie-Anne Bisiaux (éditions de l'atelier)

La solidarité n'est pas un délit ! Pourtant les convocations aux tribunaux des personnes solidaires des migrants continuent.

Circuler librement pour demander une protection, l'asile dans un autre pays que le sien est un droit !

Les personnes étrangères ayant obtenu un titre de séjour ou l'asile sur le territoire français doivent obtenir **le droit de vote pour les élections locales**.